

Sanction administrative imposée au titre de l'article 25(1)(c) de la Loi Transparence en date du 6 octobre 2016

La CSSF, en tant qu'autorité compétente pour veiller à l'application des dispositions de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs (la « Loi Transparence »), a pris la décision d'imposer une sanction à l'encontre de la société SGA Société Générale Acceptance N.V. conformément à l'article 25(1)(c) de ladite loi en date du 6 octobre 2016. La société SGA Société Générale Acceptance N.V., en tant qu'émetteur de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence, n'avait pas donné suite aux injonctions de la CSSF concernant son rapport financier annuel au 31 décembre 2015.

Le montant de l'amende s'élève à 12.000 euros.

Conformément à l'article 27 de la Loi Transparence, un recours contre l'amende administrative peut être introduit par l'émetteur auprès du Tribunal administratif dans un délai de trois mois.

La CSSF rend publique cette sanction conformément à l'article 26ter de la Loi Transparence.

Luxembourg, le 4 novembre 2016